



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/17
12 décembre 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire
30 janvier - 10 mars 1995

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION

Rapport du Président du groupe de travail officieux à composition
non limitée réuni conformément à la décision 1994/111
de la Commission des droits de l'homme

Président/rapporteur : M. Peter Paul van Wulfften Palthe (Pays-Bas)

Introduction

1. Conformément à la décision 1994/111 de la Commission des droits de l'homme intitulée "Organisation des travaux de la session", par laquelle la Commission a décidé de réunir un groupe de travail officieux à composition non limitée sous la présidence du président de sa cinquantième session pendant une période de 10 jours ouvrables au maximum, le groupe de travail s'est réuni du 12 au 23 septembre 1994 au Palais des Nations, à Genève.

2. En application de cette même décision, le groupe de travail a examiné :

a) Le regroupement de points de l'ordre du jour de la Commission en vue de proposer un ordre du jour provisoire pour la cinquante et unième session;

b) Les questions d'organisation que cela implique, y compris pour l'organisation des travaux et la documentation;

c) Une liste préliminaire des autres réformes.

L'ordre du jour du groupe de travail, tel qu'il a été adopté (E/CN.4/1994/WG.12/1/Rev.1), comportait les mêmes points.

3. En vertu de cette décision également, la Commission a décidé que les travaux du groupe de travail se feraient sur la base d'un consensus.

4. Conformément à la même décision, le secrétariat a préparé et présenté au groupe de travail une analyse de l'organisation des travaux des trois dernières sessions de la Commission (E/CN.4/1994/WG.12/2).

5. Ont participé à la session du groupe de travail des représentants des Etats membres de la Commission des droits de l'homme, des observateurs d'autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, des observateurs d'Etats non membres, le représentant d'une institution spécialisée et les représentants d'organisations intergouvernementales régionales et d'organisations non gouvernementales.

6. A sa 1ère séance, le 12 septembre 1994, le groupe de travail a entendu une déclaration du Haut Commissaire aux droits de l'homme.

7. Le groupe de travail a examiné conjointement tous les sujets énumérés au paragraphe 2 ci-dessus (points 2 a), 2 b) et 2 c)) lors d'un débat général, puis chacun d'eux séparément.

8. Pour l'examen du regroupement de points de l'ordre du jour (point 2 a)), le groupe de travail était saisi d'une note du Président contenant un projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante et unième session de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1994/127) et de deux propositions révisées présentées par le Président ainsi que de propositions émanant du Groupe africain et de la République islamique d'Iran (E/CN.4/1994/WG.12/CRP.1 et E/CN.4/1994/WG.12/Rev.1). Aucune de ces propositions n'a pu faire l'objet d'un consensus.

9. Lors de l'examen des questions d'organisation (point 2 b)), les participants ont fait des propositions, que le Président a insérées dans une liste de recommandations. La liste présentée au groupe de travail par le Président a été ultérieurement modifiée de façon à tenir compte de plusieurs suggestions faites par un certain nombre de participants. Toutefois, là encore, le groupe de travail n'a pu parvenir à un consensus.

10. Pour l'examen de l'inventaire préliminaire des autres réformes (point 2 c)), le Président a présenté au groupe de travail une liste récapitulant toutes les propositions faites par les participants. A la demande de certains d'entre eux, il a soumis ultérieurement au groupe de travail une version révisée de cette liste, en indiquant les propositions au sujet desquelles un consensus semblait pouvoir se dégager.

11. Le représentant d'un Etat membre a contesté le bien-fondé de telles indications qui, selon lui, débordaient le mandat du groupe de travail.

12. En conséquence, toute indication concernant les propositions susceptibles d'être acceptées par l'ensemble du groupe de travail a été retirée de la liste révisée présentée par le Président. Le groupe a décidé que la liste finale ne contiendrait que des propositions suggérant d'autres thèmes de réforme possibles et que toutes les propositions qui se basaient pour l'essentiel sur les pratiques et procédures en vigueur devraient être supprimées. La liste finale assortie des modifications demandées ultérieurement par certains participants est reproduite dans l'annexe ci-après.

Annexe

QUESTIONS ABORDEES AU TITRE DU POINT 2 c)

(A. LISTE PRELIMINAIRE DES AUTRES REFORMES)

I. GENERALITES

1. Il faudrait étudier attentivement l'"Agenda pour la paix" et l'"Agenda pour le développement".
2. L'Assemblée générale examine actuellement l'"Agenda pour la paix", qui englobe la question de la diplomatie préventive; il est recommandé, pour éviter tout double emploi, que la Commission des droits de l'homme n'aborde ni la question de l'Agenda dans son ensemble ni les concepts inhérents à cette question.
3. La réorganisation/rationalisation des travaux de la Commission nécessite une approche globale et intégrée.
4. Il faudrait que la notion de prévention des violations des droits de l'homme et celles de protection et de promotion de ces droits trouvent place dans les travaux de la Commission.
5. La coopération internationale envisagée dans la Charte des Nations Unies est essentielle dans le travail accompli dans le domaine des droits de l'homme.
6. Il faut encourager la coopération internationale par le biais du dialogue et du consensus, principaux éléments des relations internationales qui contribuent à la promotion et à la protection de tous les droits de l'homme.
7. Il faudrait encourager les organes régionaux et sous-régionaux à participer aux sessions de la Commission.
8. C'est aux gouvernements nationaux qu'il incombe au premier chef de promouvoir et de protéger les droits de l'homme.

II. SESSIONS DE LA COMMISSION

1. Durée

La durée des sessions de la Commission pourrait se limiter à quatre ou cinq semaines.

La Commission pourrait se réunir durant quatre semaines et la Sous-Commission pendant deux semaines, après la session de la Commission.

Il serait prématuré d'abréger les sessions de la Commission sans connaître l'issue du processus de rationalisation, une telle initiative étant de nature à préjuger de ce processus.

2. Mode d'adoption des décisions

Le consensus pourrait renforcer l'efficacité des travaux de la Commission.

Le processus de prise de décisions devrait être facilité par un dialogue de type informel.

Le principe de l'adoption des décisions à la majorité des deux tiers (par vote) sur les sujets (questions) importants pourrait être retenu.

Pour promouvoir la coopération internationale et faire en sorte que les décisions touchant à des sujets aussi sensibles soient prises de manière plus démocratique, impartiale, objective et de façon non sélective, il faudrait que, s'il n'est pas possible de parvenir à un consensus, la Commission adopte les résolutions concernant des cas individuels (pays) à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

3. Composition de la Commission

Devraient pouvoir participer pleinement aux travaux de la Commission tous les Etats du monde, sur un pied d'égalité et à titre permanent.

Il faudrait envisager d'élargir la composition de la Commission et/ou d'introduire des améliorations en la matière.

Des critères concernant les conditions à remplir pour être membre de la Commission pourraient être envisagés.

Il faudrait que la répartition géographique par région soit plus équitable.

Le principe d'une répartition géographique équitable devrait primer en ce qui concerne la composition de la Commission. Pour cela, et compte tenu du fait que certaines régions du monde sont surreprésentées, il faudrait redistribuer les sièges en faveur des pays en développement.

Le principe du roulement devrait être strictement appliqué lors de l'élection des nouveaux membres.

4. Sessions extraordinaires

Il faudrait envisager d'assouplir les modalités de convocation des sessions extraordinaires, par exemple en réduisant le nombre des Etats membres qui doivent approuver leur tenue.

Le Haut Commissaire aux droits de l'homme devrait être habilité à convoquer une session extraordinaire.

Les sessions extraordinaires ne sauraient être mises à profit pour établir des précédents contrevenant aux dispositions de la Charte des Nations Unies ou les enfreignant.

5. Représentation des organisations non gouvernementales (ONG)

Un forum des ONG pourrait avoir lieu durant la session de la Commission ou peu avant celle-ci en vue d'améliorer la coordination entre elles.

Il faudrait continuer d'encourager les ONG à contribuer à la fourniture de services consultatifs et d'une coopération technique.

Les ONG issues de régions où elles sont peu nombreuses devraient être invitées à participer aux sessions de la Commission.

Les concours apportés par les ONG aux travaux de la Commission devraient être non pas freinés, mais régulés, organisés, structurés.

Il importe que la participation des ONG soit fondée sur les dispositions de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social et que ces dernières fassent preuve de retenue.

Il faudrait encourager la participation d'ONG intervenant dans le domaine de la protection et de la promotion des droits économiques, sociaux et culturels.

6. Examen des points de l'ordre du jour

L'examen des droits économiques, sociaux et culturels devrait être étoffé et faire contrepoids à celui des droits civils et politiques.

Il faudrait renforcer les services consultatifs et la coopération technique.

Les services consultatifs ne devraient pas être utilisés à mauvais escient en tant que solution de rechange à l'examen de la situation des pays.

Les services consultatifs et de coopération technique sont fournis à la demande des Etats concernés, une fois précisés les domaines dans lesquels ils nécessitent de tels services et sans préjudice des ressources destinées aux programmes et activités de développement de l'Organisation des Nations Unies.

Il faudrait prévoir un nouveau point relatif aux violations des droits de l'homme dans le cas des peuples, englobant les questions ci-après :

Occupation étrangère;

Actes d'agression et menaces contre l'intégrité territoriale des Etats;

Déni du droit des peuples à l'autodétermination et au développement;

Droit des peuples à la souveraineté sur leurs ressources naturelles;

Application de mesures coercitives unilatérales.

La question des droits de l'homme et de l'environnement devrait être inscrite à l'ordre du jour au titre du point relatif au droit au développement.

Il faudrait faire figurer dans l'ordre du jour un nouveau point intitulé "Renforcement de la coopération internationale pour la promotion et la protection de tous les droits de l'homme".

L'ordre du jour devrait comprendre un nouveau point intitulé "Amélioration du dispositif des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme en vue d'assurer un équilibre entre droit au développement, droits économiques, sociaux et culturels, et droits civils et politiques".

Il faudrait inscrire à l'ordre du jour un nouveau point intitulé "Moyens de faire en sorte que les méthodes de travail du dispositif existant dans le domaine des droits de l'homme tiennent dûment compte des principes de la non-sélectivité, de l'impartialité et de l'objectivité".

7. Suite à donner à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne

Un mécanisme devrait être mis en place pour contrôler l'exécution de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, notamment au regard de la corrélation entre les droits de l'homme, la démocratie et le développement.

Aucun dispositif nouveau ne devrait être créé : ce qu'il faut, c'est évaluer l'efficacité du dispositif existant.

Il faudrait appliquer la Déclaration et le Programme d'action de Vienne dans leur ensemble, et non sélectivement. Pour cette raison, aucun ordre de priorité ne devrait être établi.

Le Haut Commissaire aux droits de l'homme et le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme devraient élaborer un plan d'action visant à donner suite à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne.

Il faudrait que les rapporteurs spéciaux, ainsi que d'autres mécanismes, surveillent également l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne et en rendent compte.

III. PROCEDURES PARTICULIERES

1. Nomination des rapporteurs spéciaux et des membres des groupes de travail

Les nominations devraient être faites de manière transparente, eu égard à une répartition géographique équitable et uniquement après concertation avec les groupes régionaux.

Les rapporteurs spéciaux et les experts chargés d'examiner la situation de tel ou tel pays devraient être originaires des régions concernées.

La nomination de rapporteurs spéciaux devrait reposer sur un accord entre tous les membres du Bureau.

La nomination de rapporteurs spéciaux devrait faire l'objet de consultations approfondies. En l'absence de consensus, il faudrait mettre en place une procédure d'élection ou de vote.

La Commission devrait approuver par consensus la nomination de rapporteurs spéciaux par le Président.

2. Mandats

Les rapporteurs spéciaux et les groupes de travail ayant un mandat thématique ne devraient pas, dans la pratique, interpréter celui-ci, en s'écartant du mandat initial décidé par la Commission.

3. Méthodes de travail

Il faudrait améliorer la coordination entre les rapporteurs chargés d'examiner diverses questions, et entre ceux-ci et les rapporteurs par pays. La création d'un conseil des rapporteurs pourrait être envisagée.

Les doubles emplois entre les tâches des rapporteurs spéciaux devraient être recensés et éliminés.

Il importe d'identifier les mandats qui se chevauchent et ont un caractère répétitif.

La Commission devrait établir des critères uniformes concernant le cadre de référence de tous les rapporteurs spéciaux et groupes de travail ayant des mandats thématiques.

Il faudrait examiner la question de l'admissibilité des informations adressées aux rapporteurs spéciaux et aux groupes de travail, en établissant des critères à cet effet.

4. Application des recommandations

Priorité devrait être accordée au suivi des recommandations des rapporteurs spéciaux.

Il faudrait, avant ou pendant les sessions de la Commission, réunir un comité spécial pour examiner la mesure dans laquelle les pays concernés ont respecté les recommandations des rapporteurs spéciaux.

Constituer un comité pour examiner les recommandations des rapporteurs spéciaux irait à l'encontre du but recherché, en faisant double emploi avec les travaux de la Commission.

Les rapporteurs spéciaux ne devraient pas faire de recommandations spécifiques condamnant les gouvernements : leurs recommandations devraient conserver un caractère général.

5. Rapporteurs spéciaux sur la situation des pays

Lorsqu'un pays est mentionné dans des rapports thématiques pendant plusieurs années de suite, il faudrait désigner un rapporteur spécial pour examiner sa situation.

IV. SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

1. Rôle et fonction

Il importe d'éviter les doubles emplois entre les travaux de la Sous-Commission et ceux de la Commission.

La Sous-Commission devrait appeler l'attention de la Commission uniquement sur les violations des droits de l'homme dont la Commission n'a pas été saisie.

La Sous-Commission devrait être supprimée.

Il faudrait revoir le rôle de la Sous-Commission en général.

Il conviendrait de procéder à des échanges de vues avec le groupe de travail au sujet des méthodes de travail de la Sous-Commission.

2. Membres experts

Il faudrait renforcer le statut indépendant des membres experts.

Les candidats à la qualité de membre de la Sous-Commission qui sont titulaires de postes gouvernementaux ne devraient pas être retenus.

V. PROCEDURES A ADOPTER POUR L'EXAMEN DES COMMUNICATIONS
("PROCEDURE 1503")

1. Dès lors que la Sous-Commission renvoie à la Commission l'examen de certaines situations au titre de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social (procédure 1503), celles-ci devraient être rendues publiques.

2. Les communications concernant les droits économiques, sociaux et culturels devraient être prises en considération au titre de la procédure 1503.

3. Il faudrait, en tant que mesure visant à renforcer la procédure 1503, envisager de soumettre à un examen public les Etats dont la Commission étudie la situation pour la deuxième ou la troisième année consécutive.

4. Il importe de réévaluer le rôle et l'utilité du Groupe de travail sur les communications de la Sous-Commission et du Groupe de travail des situations de la Commission.

5. La procédure 1503 confidentielle pourrait être modifiée pour faire en sorte que des renseignements à jour soient utilisés dans l'examen des communications.

VI. HAUT COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME

1. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme devrait être le destinataire de toutes les informations sur les droits de l'homme. Il faudrait qu'il établisse ensuite un rapport de synthèse à l'intention de la Commission.

VII. SECRETARIAT (CENTRE POUR LES DROITS DE L'HOMME)

1. Le Centre pour les droits de l'homme pourrait rassembler des renseignements pays par pays.

2. Le Centre devrait mener ses travaux de manière transparente.

3. Les informations relatives au volume des activités du Centre, à son personnel et aux travaux qui lui sont confiés devraient être communiquées.

4. Il faudrait encourager le recrutement de fonctionnaires originaires de pays en développement.

5. Le principe de la répartition géographique équitable devrait être appliqué à la composition des effectifs et au recrutement.

6. Il faudrait renforcer l'efficacité du Centre.

7. La question des ressources devrait être suivie tout au long de l'année par le Président ou les membres du Bureau, par l'intermédiaire du CCQAB et d'autres organes de l'Assemblée générale.

8. La procédure de nomination des membres des conseils d'administration des fonds de contributions volontaires devrait être plus transparente. Ces conseils d'administration devraient comprendre des représentants des gouvernements et non pas uniquement des personnes choisies par le Secrétaire général.

9. Le Centre pour les droits de l'homme devrait limiter ses fonctions à celles d'une unité administrative du Secrétariat. Des fonctions qui sont la prérogative des Etats ne sauraient être assumées par le Centre.

VIII. NOUVEAUX MECANISMES ET FONCTIONS

1. Pour faire appliquer ses décisions, la Commission devrait développer ses relations avec d'autres organes des Nations Unies, notamment le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, l'OIT, etc. Il faudrait également que, grâce à ses efforts, les problèmes relatifs aux droits de l'homme occupent une plus large place dans l'ordre du jour de ces organisations.

2. Il importe d'établir un lien plus étroit entre les droits de l'homme et le maintien de la paix internationale. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme devrait être en mesure de participer aux réunions du Conseil de sécurité.
3. Un système de pénalités juridiquement contraignantes devrait être envisagé.
4. Le recours à des sanctions juridiques pourrait créer plus de difficultés qu'il ne permettrait d'en résoudre.
5. La Commission devrait élaborer un mécanisme permanent pour examiner les violations des droits de l'homme dans les conflits intérieurs.
6. Il faudrait établir des procédures pour intégrer des éléments relatifs aux droits de l'homme dans les opérations de maintien de la paix. La Commission devrait inviter le Département des opérations de maintien de la paix à ses sessions.
7. L'application de pénalités juridiquement contraignantes à l'encontre des gouvernements responsables de violations des droits de l'homme devrait aller de pair avec la mise en place et l'amélioration des systèmes de surveillance du respect des droits de l'homme.
8. Une attention et des ressources accrues devraient être consacrées aux moyens de renforcer les systèmes de surveillance, notamment l'appui aux rapporteurs spéciaux et aux observateurs chargés de suivre la situation des droits de l'homme.
9. Il faudrait renforcer la coopération et la coordination avec les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organisations internationales. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme pourrait être invité à mettre au point des programmes interinstitutions relatifs aux droits de l'homme.
10. La Commission devrait envisager d'envoyer des missions d'enquête dans les zones où se produisent des violations flagrantes des droits de l'homme.
11. Il faudrait créer une nouvelle sous-commission pour la liberté de l'information.
12. Un mécanisme permanent d'évaluation devrait être mis en place afin de surveiller l'application de la Déclaration sur le droit au développement.
13. Il faudrait mettre au point des programmes de prévention des violations des droits de l'homme.
14. Un système préventif de surveillance continue et d'enquête sur les violations des droits de l'homme devrait être élaboré.
15. Il conviendrait d'accorder une plus grande attention aux programmes d'éducation sur les droits de l'homme.

16. Une évaluation approfondie du dispositif existant s'avère nécessaire avant de créer tout mécanisme nouveau.

17. La Commission devrait tenir des tables rondes sur les questions ayant un caractère urgent.

18. La Commission devrait privilégier la mise en place d'institutions démocratiques, notamment l'aide à l'organisation d'élections libres.
